

de 329. Déjà, à la fin de 2003, il faudrait faire partir 61 personnes pour respecter le Livre IV du CCE. Sachant qu'on a pris des gens de tous les secteurs : de Combs-la-Ville, de Bobigny quand l'établissement a fermé, de la Sopardis quand ils l'ont fermée.

Avec tous les gens que nous avons pris à PDP, on se retrouve à Combs, selon les perspectives qu'on nous annonce pour 2004, avec un sous-effectif de presque 100 personnes qu'on pourrait facilement résorber. Il y a une transhumance d'ouvriers dans les ateliers qui servent à augmenter le déficit ou le coût d'exploitation de l'atelier, de manière à pouvoir demander à faire des coupes dans la masse salariale ou à créer des sous-effectifs pour justifier l'externalisation de la charge de travail.

Alors qu'on était 578 au mois de mai, on se retrouve dans la situation aujourd'hui en effectif total à 446, c'est-à-dire en sous-effectif d'ouvriers dans les ateliers et en sureffectif en fin de plan. L'habillage a été de nous mettre en sous-effectifs en faisant partir des gens en CATS, et en nous obligeant à avoir recours à 70 CDD sans lesquels les ateliers ne pouvaient pas fonctionner. Ça crée artificiellement un déficit d'exploitation pour justifier des mesures d'urgence en juillet et externaliser une partie de la charge de travail pour pouvoir éliminer les CDD.

On ne met pas en place le plan industriel; on ne réduit pas les effectifs sur le terrain. Nous sommes en travail posté, c'est impossible de réduire les effectifs. On ne mécanise pas, on fait partir de gens en CATS, on fait venir des CDD, on nous envoie ensuite des mutations en quantité insuffisante pour couvrir tous les postes, on enlève les CDD – c'est-à-dire qu'on enlève de la charge de travail, à savoir le tri aux inventus et les 289 clients dans les dépôts privés. Tout ça a été orchestré. Aujourd'hui, on se trouve en sous-effectifs.

Cantonade. – Peux-tu développer ce que tu disais à propos de « transhumance » ?

PASCAL LE BOULC'H. – Il y a malheureusement le problème de la section Messageries qui, à chaque fois qu'on ferme des ateliers, comme c'est le cas pour Bobigny, à chaque fois qu'on réduit les effectifs en fonction de la charge de travail comme à Combs-la-Ville, on déplace des gens.

Il y a un gars chez nous qui a 32 ans qui a fait huit déménagements depuis 1998. Il a fait Centre nord, Rungis, Bobigny, CIP, Lognes; il est maintenant de nuit. Il a fait tous les secteurs de l'entreprise et demain, s'il y a suffisamment de volontaires pour rentrer dans ce qui sera PDP, il est pratiquement sûr de retourner soit à Combs-la-Ville, soit à Stains, soit à Roissy, soit au siège comme l'a annoncé la direction.

La direction générale posait comme préalable de finaliser le dossier Sopardis avant de commencer le projet industriel. Pendant très longtemps, la section avait bloqué les mutations de la Sopardis sur un problème politique. La filialisation des journaux du soir en soi ne nous choquait pas. L'accord de cette filialisation ne nous choquait pas. On a toujours trouvé que c'était un très bon accord, mais une phrase dans cet accord spécifiait qu'à chaque fois qu'un employé de la Sopardis quittait son poste pour un départ en retraite ou volontairement, il serait automatiquement remplacé par un artisan. Donc c'était en quelque sorte une fermeture programmée du service. C'est pour ça qu'on avait toujours été contre. Malgré ça, on avait pris les précaires de la Sopardis, qu'on appelle les « 1 tour », ceux que vous appelez les « rouleurs », qui n'avaient pas participé au vote pour la filiale, qui n'avaient pas touché les sommes importantes qu'avaient

touché les « 4 tours », ceux que vous appelez les piétons. Les « 1 tour », qui n'avaient pas eu le choix, se retrouvaient dans une situation désastreuse. On les avait pris dès 2001, on avait pris ces 30 camarades; pour le reste des « 4 tours », on avait fait un pas de côté. Pour avancer dans cette négociation, on les a pris dans nos ateliers malgré tous les problèmes que ça posait.

Cantonade. – A chaque fois que les gens déménagent, ils touchent des indemnités ?

PASCAL LE BOULC'H. – Oui aux NMPP, il y a des indemnités, qui ne sont pas importantes. A chaque fois que quelqu'un change de service, il y a une prime de déménagement forfaitaire qui est de 1500 francs. Il faut savoir que ceux qui sont venus de Combs à PDP gagnent pratiquement 2500 à 3000 en plus sur leur salaire. PDP est l'endroit où le salaire est le plus important par rapport à tout ce qui peut exister dans les messageries. Et tout le monde gagne le même salaire : on n'a pas une classification, comme dans les autres secteurs, par catégories. Dès l'instant où on rentre, on est commis d'annexe et tout le monde a le même salaire. Pour la Sopardis, c'est un peu différent, puisqu'ils ont des accords. Hormis le fait qu'ils avaient un billet de retour aux NMPP quand la Sopardis fermerait, ils se sont fait racheter des frais de voiture ils ont touché une somme d'à peu près 75000 francs nets pour le rachat de ces frais.

Cantonade. – Revenons à la minute de discussion. Quelles étaient les alternatives en présence ?

PASCAL LE BOULC'H. – La position des autres camarades, je ne la connais pas; jusqu'à aujourd'hui, il n'y a jamais eu d'autre proposition. Le leitmotiv est qu'il faut discuter, rediscuter sur le plan 2000-2003, en sachant que, lorsqu'ils disent ça, ils excluent complètement la banlieue. On a eu un CCE, le 14 novembre. On a appelé à un rassemblement pour l'empêcher de se tenir mais, malheureusement, il a eu lieu quand même, grâce à la CGS. Dans ce CCE, on annonçait l'externalisation définitive de 289 clients, l'externalisation définitive des 476 clients de banlieue restant à PDP actuellement. Était prévue la création de quatre dépôts autonomes – le terme « autonome » cache le fait que ce sont des filiales – sans unité économique et sociale à Paris *intra muros* pour traiter les 1118 clients qui restaient, dans des ateliers non mécanisés et avec un effectif cible de 329, c'est-à-dire l'effectif prévu jusqu'à la fin du plan avec l'assurance de ne toucher à rien, ni à l'effectif, ni au statut, ni aux acquis jusqu'à la fin du plan 2000-2003. Mais derrière, rien, aucune perspective, aucune garantie. En sachant quand même que ce plan coûtait 100 millions, donc aggravait encore le compte d'exploitation de PDP. On se serait retrouvé en fin d'année avec une dette encore supérieure à ce qu'on avait cette année, des ateliers en sureffectif, une non-mécanisation.

Les arguments de la direction pour ne pas mécaniser étaient que la moyenne d'âge était trop élevée, que 10 % des gens sont en incapacité de travailler et que la productivité n'était pas suffisante. On imagine bien que, fin 2003, la population n'aurait pas rajeuni, que les incapacités se seraient aggravées et que la productivité aurait baissé, puisqu'on se serait retrouvé à 329 pour faire la moitié de la charge de travail qui était prévue avec ce chiffre d'effectifs. Forcément, on n'aurait jamais la mécanisation, et il faudrait réduire la masse salariale. C'était la position de la direction, approuvée par toutes les organisations syndicales, y compris la section Messageries. C'est ce qu'ils n'arrêtent pas de répéter depuis. La section Messageries a fait une pétition où ils disent :